

et en juin 1994, ou, plus exactement, le rapatriement des Français et les débuts de l'opération Turquoise.

Lorsque j'ai contacté Philippe Boisserie à la rédaction de France 2, j'ai été assez surprise, je dois le dire, de l'accueil qu'il fit à ma démarche. J'avais décidé de m'adresser à lui, d'une part parce qu'il était allé au Rwanda aux deux temps forts de la couverture médiatique des événements et, d'autre part, parce que j'avais cru déceler, au-delà des limites du genre et des stéréotypes infailliblement véhiculés pendant ces périodes, une malaise – qu'il ne sera d'ailleurs pas le seul à laisser filtrer, notamment au moment de Turquoise – mais aussi une volonté d'aller un peu plus loin dans ses commentaires. J'avais cependant des doutes sur l'envie que pouvait avoir un journaliste de revenir sur un épisode de son activité professionnelle, et le fait que ce soit en compagnie d'un confrère me semblait à double tranchant. Il accepta immédiatement le principe de la rencontre, de la réflexion sur le travail accompli à partir du visionnage de séquences diffusées aux journaux télévisés. L'idée d'une publication ne sembla pas non plus le rebuter. Son acceptation me sembla même empreinte d'une réelle envie d'accomplir cette réflexion *a posteriori*.

L'essentiel du travail fut accompli lors d'une première rencontre où, pendant plus de trois heures, nous avons alterné le visionnage d'un certain nombre de séquences télévisées et les réflexions qu'elles lui inspiraient. Ces réflexions furent essentiellement de deux ordres : l'éclairage sur les conditions de réalisation du travail et les différents types de contraintes qui ont pu peser : techniques, contexte, définition de la mission, etc. L'autre aspect de la réflexion portera sur la responsabilité du journaliste : comment la définir, où la situer ?

Une interrogation qui viendra buter sur les limites mêmes du média télévisuel vécu comme réducteur par rapport à la presse écrite, laquelle reviendra souvent comme référence d'une capacité d'analyse, d'enquête, quasiment impossible à réaliser dans le cadre d'un journal télévisé. Lorsque nous nous reverrons, une semaine après cette séance de travail, Philippe Boisserie reviendra sur ce qu'il appelle la « dépendance », que

Philippe Boisserie *

Danielle Birck **

RETOUR SUR IMAGES

« Au sein du système, des millions et des millions de gens – qui ne devraient jamais être confondus avec lui – vivent leur propre vie. Et pourtant, ces vies n'échappent pas au système¹. »

Un énoncé qui, bien sûr, s'applique aussi (surtout?) aux journalistes. Quels que soient leur souci de bien faire et parfois même leurs interrogations, sinon leurs doutes, sur le métier.

Il est vrai qu'en dehors de ceux qui ont délibérément opté pour des positions de pouvoir ou de proximité au pouvoir, pour le regard qu'on peut porter sur la grande majorité, le manichéisme n'est guère de mise et la misère est ambiante. En d'autres termes, chacun voit – ou ne voit pas – ses propres limites encerclées par celles du système. Et dans ce jeu de cercles concentriques, la télévision est sans doute un des plus réducteurs. Là, comme en d'autres lieux, la tragédie rwandaise fut un révélateur douloureux.

C'est en tout cas ce qui est apparu au spectacle de la télévision, mais aussi parfois dans sa pratique. Une pratique sur laquelle Philippe Boisserie, journaliste à France 2, a accepté de revenir. Philippe Boisserie a « couvert » le Rwanda, en avril

* Journaliste à France 2.

** Journaliste à RFI.

1. John Berger, « Un spectacle nulle part contesté », *Le Monde diplomatique*, mars 1995.

constitue l'organisation des journaux télévisés et insistera sur la nécessaire « complémentarité » entre les différents relais habituels, c'est-à-dire les dépêches et la presse écrite. Des relais qui, dans le cas du Rwanda pour lui, « n'ont pas fonctionné »... Entre temps, il aura revisionné l'émission « La marche du siècle », consacrée au Rwanda, diffusée sur France 3 en septembre 1994. Il en conclura : « Quelques mois plus tard, c'est flagrant, on avait le nez dessus... pourquoi n'a-t-on rien vu et donné à voir?... Où s'est trouvé le verrou? »

Responsabilité du journaliste pendant la couverture des événements, bien sûr, mais responsabilité des médias également en amont et aussi en aval, de ce qui tout à coup fait événement. Ce qui pose la question du suivi de l'information, des dossiers au sein d'une rédaction, d'une chaîne. Et, par là même, de la mémoire. Le manque de mémoire et de vision dans le temps qui, pour Philippe Boisserie, constitue un travers spécifique de la télévision.

Le Rwanda nous aura ramenés à cette évidence : c'est l'ensemble du système de la circulation et du traitement de l'information qui est à mettre en cause... Mais revenons-en à celui qui se doit d'assumer sa pratique au sein de ce système, au jour le jour, et qui accepte de la décrire pour autrui, pour celui qui est de l'autre côté du petit écran.

*

Lorsque Philippe Boisserie débarque à Kigali, le 10 avril 1994, ce n'est pas son premier contact avec le Rwanda. Il y était allé en octobre 1990, lorsqu'a débuté la guerre civile. Alors à Djibouti – c'était la crise du Golfe – et apprenant ce qui se passait au Rwanda, il avait « réussi à persuader la rédaction », que « ça valait le coup d'y aller ». Au retour, il continuera à s'intéresser au dossier, à travers la presse essentiellement, avec les limites de celle-ci à l'époque sur le sujet et aussi celles de la profession, « l'ambiguïté d'être journaliste aux "infos géné", de traiter des sujets étrangers et de suivre des dossiers, ce qui n'est pas toujours facile à la télé ».

LA MISSION DU JOURNALISTE...

Philippe Boisserie – Nous sommes partis à quatre : moi-même, rédacteur, un journaliste reporter d'images (JRI), un preneur de son et un monteur avec un banc de montage.

On a essayé de voir s'il était possible de partir avec l'armée française pour des questions pratiques et des questions de coût. Comme ça n'a pas été possible, on a essayé de monter une opération en allant par nos propres moyens jusqu'à Bangui en louant un avion. Comme ça coûte très cher, on a proposé de partager l'avion avec une équipe de TF 1, avec laquelle on s'est retrouvé à Bangui. Les militaires français nous ont ensuite transportés à Kigali, où nous sommes restés six jours.

Pourquoi m'a-t-on envoyé au Rwanda?... C'était très clair de la part de la direction : on allait là-bas pour suivre l'évacuation des ressortissants étrangers, pour être plus précis, des ressortissants français. Le but c'était les Français, plus que les Rwandais, ce que je peux personnellement déplorer... Un des membres de la direction de l'information m'a dit avec son franc parler habituel : « Tu fais l'évacuation des Français et puis tu rentres, on n'est pas là-bas pour faire des sujets sur les noirs qui s'entre-tuent, de toute façon ça n'intéresse personne... Tu y vas, tu ne fais que ça et tu ne prends pas de risques². » Voilà quel était le cadre de ma mission.

2. Un point de vue, hélas répandu. Comme en témoignent ces bribes de conversations émanant de rédacteurs américains, à peine arrivés à Kigali en avril 1994, trois jours après le début du génocide, et à qui leur rédaction venait de donner l'ordre de rentrer : « Too dangerous, not enough interest... deep Africa, you know... middle of nowhere » (« Trop dangereux, pas assez intéressant... l'Afrique profonde, tu vois... le milieu de nulle part »). Des propos entendus par Patrick Robert de l'agence Sygma et rapportés par Edgard Roskis, « Un génocide sans images. Blancs filment Noirs », *Le Monde diplomatique*, novembre 1994.

... ET LE PROBLÈME DE FOND

SÉQUENCE J.T. 13 HEURES, LE 11/4/94

Le sujet Rwanda commence par des images du départ des expatriés à Kigali, des premières arrivées à Bangui, à Roissy, puis au Zaïre. Des images commentées à Paris. Ensuite la liaison est établie en direct avec Philippe Boisserie à l'aéroport de Kigali. P. B. à qui le présentateur demande de faire le point de l'évacuation des Français. Dans son commentaire, sur plan fixe de la carte du Rwanda et de sa photo, Philippe Boisserie fait une large place au contexte dans lequel se déroule cette évacuation : poursuite des combats et surtout des massacres qui s'effectuent « sous les yeux des militaires chargés de l'évacuation. [...] Au terme de leur mission ils ne doivent prendre parti pour aucun des belligérants. Une position qui provoque la colère de beaucoup d'étrangers, notamment des ONG ». Philippe Boisserie rapporte les propos d'un membre de la Croix-Rouge qui souhaite garder l'anonymat : « A quoi sert une mission de l'ONU qui coûte 700 000 dollars par jour si elle peut permettre de tels massacres ? » A Paris, le présentateur recentre le sujet sur l'évacuation des Français en demandant si elle est terminée.

P. B. – C'est tout le problème : on part avec une mission qui est de parler de l'évacuation des étrangers, plus particulièrement des Français, et on se retrouve dans une situation où l'on sent que le problème n'est pas là, que ce n'est en tout cas pas le problème de fond.

Bon... Comment s'est fait ce téléphone... On était à l'aéroport, ça je pense que c'est une notion très importante à prendre en compte. On est emmené par des militaires, mais cela ne doit pas en principe obérer notre liberté de parole. Le problème, c'est qu'on se retrouve là-bas bloqué à l'aéroport, tenu par les militaires – soldats français et forces de l'ONU, ensuite soldats belges – et lorsqu'on va à l'intérieur de Kigali pour faire les évacuations, c'est encadrés par les militaires français. C'est vrai que le premier jour on a été pris par des tirs. Les Français étaient-ils visés ou pas ? Pour aller dans Kigali où

s'étaient réfugiés les étrangers, il y avait un moment où il fallait passer très près de la ligne de front et des combats, et ce n'est pas un hasard si ces combats s'intensifiaient au passage des Français. Il y avait donc une notion de risque, et c'est vrai qu'on a été complètement pris en charge par les militaires et qu'on n'est jamais parti tout seuls pour voir ce qui se passait sur le terrain.

Il y a deux photographes qui ont essayé de le faire. Au bout de 600 mètres, ils se sont retrouvés entourés de gens avec des machettes et ont cru que leur dernière heure était arrivée. On les a vus revenir blancs comme linge... Il faut donc prendre en compte le fait qu'à Kigali, à ce moment-là, il était à mon sens impossible de travailler de façon indépendante, autonome, sans un encadrement militaire et de travailler autrement qu'en suivant ce que faisaient les militaires... Avec parfois des consignes, par exemple celle de ne pas filmer certains Transalls : ceux où embarquaient des Rwandais et qui très vraisemblablement servaient à l'évacuation des proches de l'ancien régime. C'est vrai que le fait de ne pas pouvoir disposer de ces images change la nature du sujet. Il faut quand même signaler, et leur rendre justice, qu'il y avait des journalistes – agences et presse écrite – arrivés avant nous et qui étaient à Kigali même, à l'hôtel des Mille Collines. Ils étaient aussi pour nous une source d'information, disposant de relais auxquels nous ne pouvions pas accéder.

Revenons au 11 avril... J'étais à l'aéroport en train de monter mon sujet et, en fin de matinée, une consœur – canadienne, je crois – est revenue avec un convoi. Les militaires français n'emmenaient pas à chaque fois avec eux les quarante journalistes présents à Kigali, pour une évidente raison d'efficacité : si les voitures portaient pleines de journalistes, elles ne pouvaient revenir pleines de gens à évacuer. C'était donc un peu chacun son tour. Cette consœur est revenue très très choquée, car effectivement, il est arrivé ce que je raconte dans la séquence : au moment où le convoi français revenait, il y a eu un massacre qui s'est passé sous leurs yeux. On a alors décidé de partir tourner sur place. On savait que ce n'était pas loin de l'aéroport, mais on prenait quand même un certain risque. On a demandé à pouvoir y aller et une voiture, toujours conduite par les militaires fran-

çais, nous a escortés. On a pu constater effectivement qu'il y avait eu un massacre. C'était quotidien et ça se faisait sous les yeux des militaires français sans aucune réaction de leur part. Les choses sont claires : leur mission était d'évacuer les ressortissants et certainement pas de venir au secours de qui que ce soit, même victime de l'acte le plus barbare. C'était très choquant... C'est un petit peu ce que je souhaitais dire et je pense que...

D. B. – C'est passé.

P. B. – Je pense que c'est passé.

Il y a autre chose qui m'a personnellement choqué et que j'évoque dans le commentaire. Je fais état du témoignage d'un membre du CICR avec qui j'ai eu l'occasion de discuter, quelqu'un qui allait être évacué et qui en avait gros sur la patate. Mais quand je lui ai demandé de faire une interview, il a refusé d'être filmé en invoquant le devoir de réserve. Je comprends que leur mission est de parler le moins possible pour être le plus neutre possible et pouvoir travailler le mieux possible, mais si ces gens-là – et c'est ce que j'ai essayé de lui faire comprendre – ne parlent pas, ne témoignent pas, qui va le faire? Il n'a pas parlé.

D. B. – Philippe Gaillard, lui pourtant, est sorti de sa réserve.

P. B. – Oui, mais nous n'avions pas accès à lui. On ne l'a jamais croisé au Rwanda. C'est d'ailleurs assez intéressant de voir le flux de l'information : c'est depuis Paris qu'on peut avoir accès à un Gaillard et non de Kigali...

LE CHOIX DE L'IMAGE N'EST PAS INNOCENT

Evocation du tournage et du montage de la séquence sur le massacre qui s'est produit au moment du passage des Français.

P. B. – Marcel Martin était parti filmer les gens qui venaient d'être abattus sous les yeux des militaires français. Sur le chemin du retour, il y a eu un petit accrochage et un militaire français a tiré. J'ai monté le sujet avec Jean-Jacques Brouard, le monteur, et je n'ai pas mis cette image. On en a discuté avec Marcel qui me demandait pourquoi ne pas l'avoir mise,

C'était une image choc, puisqu'on voyait un militaire français tirer un peu à l'aveuglette pour passer. Il est vrai que ça tirait un peu de tous les côtés et il était difficile de savoir d'où ça venait et qui était visé. Je lui ai dit qu'à mon sens cette image dénaturait la réalité. C'est vrai qu'elle existait. C'est vrai qu'un militaire français avait tiré. Et en même temps ce n'était pas la réalité de ce qui se passait sur le terrain. C'est-à-dire que si on met cette image, on dit quoi? Que les militaires français tirent; alors que c'était à ma connaissance le seul cas et qui plus est pour se dégager, pensant être pris sous le feu. Certes l'image est forte, mais elle est en même temps un contresens. On a donc eu cette discussion et après on était tous d'accord.

C'est vrai que le choix des images n'est pas innocent. C'est quelque chose d'important, de crucial. Des images peuvent avoir un sens très lourd, mais pas forcément juste. C'est vrai qu'on aurait très bien pu incorporer cette image dans le sujet et donner une vision caricaturale de la façon dont les choses se passaient sur place, dont les militaires français intervenaient.

LE TEXTE ET LES IMAGES

SÉQUENCE J.T. 13 HEURES, LE 12/4/94

Il s'agit d'une liaison téléphonique en direct de Kigali, avec des images sélectionnées à Paris. Commentaire prospectif de Philippe Boisserie après le départ des derniers Français du Rwanda : « Mission accomplie pour les soldats... Quand partiront-ils?... »

P. B. – Il y a deux solutions : soit on fait un téléphone « sec », c'est-à-dire qu'on affiche seulement à l'écran la carte du pays et la photo de l'envoyé spécial, soit on essaie de mettre des images parce que *a priori* c'est quand même notre vocation de montrer le plus d'images possible. Là, le téléphone est en direct et on a préparé des images pour venir en principe appuyer ce qui est dit. Il se trouve que dans le cas précis ça tombe un peu à côté, dans la mesure où quand je parle de soldats belges, on voit des soldats français et que, du coup,

les images ne sont plus très lisibles. Ce sont des images de là-bas, mais au lieu de venir appuyer mes propos, au contraire, elles les troublent un peu. Ce sont les conditions du direct.

D. B. – Les présentateurs évoquent souvent les difficultés de transmission des images.

P. B. – On n'avait aucun moyen de diffuser nos images depuis Kigali. Il fallait se rendre à Nairobi dans des navettes militaires. Il a d'ailleurs fallu qu'on attende que les soldats belges puissent prendre position sur l'aéroport pour aller diffuser nos images... ce qui montre aussi la situation des pays africains. A Bangui, où il y avait des Français, il n'y a pas non plus de moyens de diffusion, à moins d'y transporter du matériel, même chose à Bujumbura. C'était très compliqué. Par la suite, en juin, on est allé diffuser à Bujumbura, mais à l'époque, la seule solution était Nairobi.

SÉQUENCE J.T. 13 HEURES, LE 13/4/94

Il s'agit cette fois d'un entretien téléphonique enregistré. D'abord sur plan fixe de la carte du Rwanda et de sa photo, P. Boisserie évoque un des derniers convois belges parti évacuer un hôpital psychiatrique, à Ndera, près de Kigali, où « se trouvent des religieux belges ». Lors de cette évacuation, « quelque cinq cents Rwandais sortent des bâtiments : des réfugiés tutsi implorant les militaires de les emmener [...] L'hôpital est déjà criblé de balles. A l'intérieur, les paras belges découvrent, au milieu de cinq cadavres lacérés à coups de machettes, un ingénieur agronome belge blessé ». Pendant cette partie du commentaire des images sont apparues, sans lien avec lui : il s'agit de convois de rapatriés sous protection militaire franchissant des barrages sur la route. P. Boisserie mentionne ensuite « sur le chemin du retour, des civils armés de machettes sortis sur le pas de leurs portes », l'avancée du FPR, les préparatifs de départ des derniers soldats français qui décolleront sans doute dans l'après-midi. Tout cela sur défilement d'images qui « collent » un peu plus au commentaire. Pour conclure « Le Rwanda s'enfonce dans la guerre civile en toute solitude », cette fois, sur des images de massacres.

P. B. – C'est le contre-exemple de tout à l'heure, du direct habillé de façon pas très heureuse. J'ai dû envoyer mon papier entre 12 heures et 12 h 15, il a été illustré entre 12 h 15 et 13 heures et ça tombe mieux. Ceci dit, on ne peut pas inventer les images. Je fais allusion à l'évacuation par les soldats belges, on ne l'a pas couverte, parce que ce sont des confrères principalement belges qui ont été choisis et qui nous ont ensuite passé les images. Mais là les images n'existent pas encore³ et celles qu'on voit sont des images « prétexte ». En revanche, ensuite, le discours correspond mieux aux images qu'on voit, que ce soient les gens sur le bord des routes ou les combats. Le téléphone en direct a l'intérêt de permettre le dialogue et d'être plus vivant; de coller aussi davantage à l'actualité. Mais l'avantage du téléphone enregistré à l'avance, c'est que c'est plus maîtrisé et que l'image en général correspond mieux.

D. B. – A ce sujet, il y a un collage commentaire/image qui m'a particulièrement choquée. Ce n'est pas dans un de vos sujets. On voit des combattants du FPR, dont l'un, visage radieux, brandit le kalachnikov d'une main, fait le V de la victoire de l'autre et, sur cette image, on entend le commentaire suivant, fait à Paris : « Ils cachent mal derrière leur sourire, leur soif de vengeance... » Est-ce une belle phrase pour faire une bonne « chute », est-ce l'intime conviction de la personne qui parle (« de toute façon ces gens-là ne peuvent que penser à se venger? »). Ce n'est en tout cas pas le résultat d'un entretien avec ces soldats.

P. B. – C'est tout le problème des images EVN⁴. Je milite pour mon propre camp. On a parfois la tentation de dire : ce n'est pas la peine d'y aller, on aura toujours les images EVN. Non, pas du tout. Il faut y aller, car la meilleure garantie qu'on puisse avoir d'être le plus près possible de la réalité, c'est d'être sur place. Ça ne veut pas dire que ce sera forcément parfait. On en a vu un exemple avec Kigali où l'on n'a pas eu accès à ce qui se passait vraiment. Mais ce sera de toute

3. On les verra le lendemain, avec ce commentaire : « Les soldats belges repartirent très vite, n'emmenant que dix-huit ressortissants étrangers. »

4. European Video News : banque d'images.

façon toujours mieux que de faire, en quelque sorte, un commentaire sur commentaire, c'est-à-dire sur des images qui arrivent, de jouer sur elles pour essayer de faire passer le commentaire. Avec ce risque effectivement de se retrouver avec une image qu'on utilise pour un autre sens, ou un sens qui n'est pas forcément exact. Plus on introduit d'intermédiaires dans la chaîne et plus il y a ce risque, pas forcément de mentir délibérément, mais d'être inexact...

D. B. – De broder sur l'image.

P. B. – Il y a aussi la notion de coût : le coût d'un reporter ce sont des milliers de francs, tandis que celui d'une image EVN, c'est à peine le prix d'un abonnement. Il s'agit d'un pot commun et la seule obligation d'avoir accès aux images des autres c'est d'en mettre soi-même.

OÙ SITUER LA RESPONSABILITÉ DU JOURNALISTE ?

P. B. – Il y a une chose que je n'aime pas tellement, c'est le procès qu'on fait aux journalistes : « Vous n'avez pas pu éviter un génocide. »

D. B. – Je ne pense pas que c'est ce qu'on reproche aux journalistes...

P. B. – Non, mais c'est vrai, cette responsabilité existe. C'est un peu le regret que j'ai par rapport au travail que j'ai pu faire au mois d'avril... Effectivement : je suis passé à côté de la plaque. Nous sommes passés à côté de la plaque... Rétrospectivement on se dit : non, l'info ce n'était pas l'évacuation des Français, l'info c'était ce génocide qui dépasse l'entendement. Généralement, la réaction c'est de dire « plus jamais ça ». Il faudrait plutôt essayer de réfléchir à comment on a pu arriver à cela pour pouvoir l'éviter. Mais il faut défaire l'histoire pour savoir comment ça arrive.

D. B. – Alors où situer la part de responsabilité du journaliste ?

P. B. – Je pense que si la responsabilité du journaliste se situe pendant les événements – le journaliste est responsable de ce qu'il dit et de ce qu'il ne dit pas – cette responsabilité se situe tout autant en amont, et tout le problème est là. Et

ce n'est pas seulement le problème des journalistes. Pourquoi ne parle-t-on de Radio Mille Collines qu'en juin/juillet, alors que depuis des mois cette radio était entendue par tout le monde au Rwanda, pas seulement par les Rwandais, mais aussi par les gens du CICR, par des Français qui étaient sur place. Cette chronique d'un génocide annoncé était claire, évidente. Aujourd'hui, quand on réécoute les documents, ça paraît évident. Alors pourquoi ça ne l'est pas apparu à l'époque ? Parce que ça ne l'était pas, ou parce que ça l'était et qu'on préférerait se taire ? C'est plutôt là pour moi qu'il y a une responsabilité des journalistes. Mais à ce moment-là, il est vrai, le Rwanda n'intéressait pour ainsi dire personne.

D. B. – Il s'agissait d'un pays particulièrement mal connu, sinon pas du tout, du public comme de la plupart des journalistes.

P. B. – Le fait d'être allé au Rwanda en 1990 m'avait un peu lié à ce qui se passait dans ce pays et j'ai essayé de continuer à suivre l'évolution de la situation. Mais je n'ai pas vu passer, entre fin 1990 et avril 1994, beaucoup de papiers sur le Rwanda, même dans des journaux qui s'adressent *a priori* à un public relativement informé. Que ce soit dans *Le Monde*, *Libération* ou *Le Figaro*, il n'y a pas eu énormément d'infos sur le Rwanda pendant cette période. Mais le fait d'y être allé m'a donné un bagage très utile.

En 1990, on était resté deux jours à Bujumbura en attendant le dernier avion pour Kigali. Ce qui m'a permis de rencontrer, entre autres, des Rwandais réfugiés à Bujumbura depuis longtemps et les deux ou trois heures de conversation avec eux m'ont fait prendre conscience de la réalité d'une situation, bien éloignée des clichés habituels sur Tutsis et Hutus. Ce contact avec la diaspora rwandaise a été tout à fait éclairant. C'est pour cela qu'il faut être le plus possible sur des dossiers, ce que la télévision ne permet pas forcément. Un Stephen Smith à *Libération*, c'est une chose que malheureusement on juge impensable à la télévision. France 2 n'a aucun correspondant en Afrique.

D. B. – Impensable en termes de moyens ?

P. B. – De moyens mais aussi de volonté, parce que ce n'est pas une actualité qui passionne en ce moment, un sujet susceptible d'intéresser les gens. Si on se réfère à la courbe

de l'audimat, comme on a tendance à le faire de plus en plus, un sujet sur l'Afrique aura plutôt tendance à la faire baisser qu'à la faire monter, ou, du moins, c'est ce qu'on croira. Par ailleurs, ça coûte cher d'ouvrir un bureau en Afrique. Il y a aussi les difficultés de diffusion, faute sur place des moyens techniques qui nous permettent de faire de l'actualité au sens où nous l'entendons, c'est-à-dire un travail au quotidien avec un journal tous les jours. Dans au moins la moitié des pays africains on ne peut pas travailler au quotidien, puisqu'on ne peut pas diffuser.

SIDA : COMPLÉMENT D'INFORMATION OU STÉRÉOTYPE?

SÉQUENCE J.T. 20 HEURES, LE 13/4/95

Il s'agit d'un entretien téléphonique enregistré avec images EVN. C'est la fin de l'opération Amaryllis de rapatriement des Français : « Une cinquantaine de soldats restent pour aider les Belges [...]. Les Rwandais vont donc régler leurs comptes entre eux [...]. Le pays risque alors de revivre ces scènes terribles de massacres, les bourreaux d'hier, les Hutus, devenant alors les victimes [...], un pays où déjà cinq cent mille personnes sont menacées de faim, où déjà 30 % de la population est atteinte du sida... comment dans ces conditions envisager un quelconque avenir pour ce pays [...]. Ce soir quelques orphelins ont déjà pu être évacués de Kigali. Eux au moins pourront un jour connaître le sens du mot espoir. »

P. B. – Au moment où ça a été diffusé on était déjà dans l'avion. J'avais proposé de rester encore un jour après le départ des Français, mais on a refusé. Toujours selon le même principe : les étrangers ayant été évacués, notre mission était terminée.

D. B. – Il y a quelque chose qui m'a choquée dans cette séquence c'est de vous entendre évoquer la faim et le sida, alors qu'on vient à peine de voir des images des massacres.

P. B. – Ça avait un but précis. Je ne voulais pas limiter le problème au massacre des uns par les autres, je crois qu'il fallait élargir à la situation générale, qui est d'ailleurs celle de beaucoup de pays africains...

D. B. – Mais, justement, est-ce que la faim et le sida, ce n'est pas une manière d'enfermer l'Afrique dans des stéréotypes, en évacuant la dimension politique et en proposant au téléspectateur l'image qu'on lui offre déjà en permanence d'un continent victime de ces fléaux?

P. B. – C'est malheureusement la situation d'un pays comme le Rwanda. Les événements viennent se greffer sur un pays qui n'a plus les moyens de faire vivre sa population, avec des terres victimes du déboisement et de l'érosion, une situation sanitaire catastrophique. Il y a un contexte à signaler pour ne pas se contenter de dire : le Rwanda ce sont des gens qui se battent entre eux.

D. B. – Pour vous c'était un souci d'éclairage de la situation?

P. B. – Il ne faut pas se voiler la face et limiter la situation à un simple conflit. De toute façon, dans le reportage suivant, quand je dis : les Tutsis d'un côté, les Hutus de l'autre, les Tutsis massacrés, les Hutus bourreaux, ce n'est pas un lieu commun car il y a une part de vérité, mais en même temps ce n'est pas une description tout à fait exacte de la situation. Il n'y a pas que des Tutsis qui ont été massacrés, il y a eu des Hutus modérés. De même que ce ne sont pas que des Tutsis qui arrivent, parce que le FPR n'est pas constitué que de Tutsis. Mais, encore une fois, que fait-on? A qui s'adresse-t-on? C'est vrai que de dire « les Tutsis, les Hutus » c'est une inexactitude, mais en même temps si on veut être précis et dire exactement ce qui est, et sans réellement d'images, il faut une minute de plus, pour des gens qui n'auront peut-être pas une minute de plus pour écouter. Je ne pense pas que ce soit un mensonge, même si ce n'est pas la vérité parfaite. Je n'ai pas quatre colonnes du *Monde* pour expliquer cela... Je veux bien que les journalistes de télé aient des torts, ne fassent pas toujours très bien leur boulot, mais en même temps il ne faut pas non plus perdre de vue à qui on s'adresse. C'est vrai qu'on est un média de masse, on s'adresse à des millions de gens et il faut essayer de faire comprendre la situation à la fois à des gens qui ne connaissent strictement rien au sujet et à d'autres qui le connaissent bien.

EN ATTENDANT ON CONTINUE DE MOURIR A KIGALI

SÉQUENCE AVRIL, SUR LE DÉPART DE L'ONU (J.T. 20 HEURES, LE 15/4/94)

Commentaire fait à Paris par Philippe Boisserie, après son retour, sur des images tournées sur place par l'équipe et qui traite essentiellement du départ des forces belges de l'ONU... « Une façon peu diplomatique de signifier l'échec total de l'ONU. [...] Deux mille cinq cents hommes incapables de faire imposer les accords d'Arusha, incapables d'empêcher ces milliers de massacres, incapables même d'imposer un cessez-le-feu. » Le Conseil de sécurité devait se réunir le même soir pour décider du maintien ou non des Casques bleus. « Mais, conclut P. Boisserie, plus que des hommes c'est une politique claire et ferme qu'il faudra. En attendant, on continue de mourir à Kigali et les Rwandais sont de plus en plus nombreux à fuir vers les pays voisins. »

P. B. – Avant de partir de Kigali, j'avais réalisé un entretien avec le représentant de l'ONU et des Belges, et c'est pourquoi j'ai proposé ce sujet sur l'ONU. Là encore il y a le travail que l'on peut faire sur le moment et les questions qui se posent sur ce qui aurait dû être fait avant : est-ce que c'était évitable ou pas, qui était là, qui pouvait empêcher ? A partir du moment où il y a une mission de l'ONU dans un pays, il faut se poser cette question-là

D. B. – Mais vous avez eu du mal à l'imposer ce sujet sur l'ONU ?

P. B. – Ça a été plus compliqué que les autres, oui. C'était un peu la queue de la comète. Les Français étaient rentrés, on avait beaucoup vu les orphelins qui avaient également été rapatriés, et là ce n'était pas un sujet avec de l'émotion.

D. B. – C'était un sujet d'analyse.

P. B. – Et en même temps un sujet crucial : à quoi ça sert d'aller là-bas, si on n'essaie pas de poser quelques questions ? Mais voilà, c'est moins facile de proposer ce genre de sujet qu'un sujet sur l'évacuation des ressortissants étrangers ou des enfants. Nous en revenons à la solution qui n'est peut-être pas

idéale : profiter de parler de l'un pour parler de l'autre. Utiliser les images des ressortissants qu'on évacue pour dire : regardez, on les évacue et il y a des massacres qui se passent sous leurs yeux et personne ne bouge.

L'AMBIGUÏTÉ DE TURQUOISE

SÉQUENCE LE 22/06/94 (SUJET DANS ÉDITION SPÉCIALE DU J.T. DE 20 HEURES)

Après un premier sujet réalisé à Goma, c'est le deuxième sujet tourné dans le cadre de l'opération Turquoise par l'équipe de P. Boisserie. Il s'agit de l'entrée au Rwanda des soldats français accueillis « comme une armée de Libération »... Population filmée sur le bord de la route, drapeaux français et portraits d'Habyarimana... Un entretien avec le préfet de Kirambo qui rejette toute la responsabilité de la situation sur le FPR, « Pourtant, les quelque 15 % de Tutsis ont disparu », commente P. Boisserie. Suit l'interview d'un employé de l'hôpital, par qui un peu de vérité viendra.

P. B. – Turquoise... Il s'est posé pour nous le même problème qu'en avril : c'était une opération militaire française. Arrivés à Goma avec un avion loué, nous nous sommes retrouvés ensuite, je ne dirai pas « pris en charge par les militaires français », mais avec un degré de dépendance important vis-à-vis d'eux, notamment en ce qui concernait les déplacements en hélicoptère. Il y avait en plus un gros problème sur la légitimité de l'opération, donc pour nous une grande ambiguïté. Je pense néanmoins qu'on a fait notre travail. En même temps, ça donne lieu à des discussions. Notamment ce sujet sur l'arrivée des Français au Rwanda accueillis comme des libérateurs. Au retour, j'en ai discuté avec un de mes collègues qui m'a dit : « J'ai trouvé que tu as été un peu sympa avec les militaires français. » Alors qu'au contraire, je pensais avoir suffisamment montré toute l'ambiguïté de la situation, de l'entrée des militaires français avec les commandos du capitaine de frégate Marin Jillier.

D. B. – Personnellement, j'ai trouvé perceptible dans votre

manière de traiter le sujet, un certain malaise et une certaine distance, notamment lors de l'interview du préfet. La gêne aussi de l'homme que vous interviewez ensuite à l'hôpital...

P. B. – Il m'avait parlé librement quand il n'y avait pas la caméra. Ce qui a été très utile car il m'a donné un certain nombre d'informations qu'il ne voulait certainement pas donner face à la caméra, mais que je pouvais utiliser ensuite. Et c'est vrai que lui, membre de la Croix-Rouge rwandaise, était clair sur ce qui s'était réellement passé. Cette interview n'a pas été très facile à faire : il y a tout autour les membres de l'autorité gouvernementale qui surveillent. Je ne sais pas ce qui lui est arrivé par la suite, mais c'est quelqu'un qui a mis sa vie en danger en disant ce qu'il a dit. Et là aussi : quelle est la responsabilité d'un journaliste? Je sais très bien que je le mets en danger. Alors qu'est-ce que je fais? Lorsqu'il me répond « ils sont partis » et que je lui dis « non, tout à l'heure vous m'avez dit qu'il y en avait au moins sept cents ou huit cents qui avaient été massacrés », le fait qu'il ait dit cela confirme que les gens qui sont autour de nous sont des assassins. Je ne sais pas ce qui lui est arrivé par la suite⁵... Que faire?

OU L'AMBIGUÏTÉ N'EST PLUS DE MISE

P. B. – A un moment donné, on a eu des informations selon lesquelles il y avait encore des Tutsis réfugiés dans la montagne et il avait été question que ce soient les militaires avec qui

5. On sait par contre ce qui est arrivé à Claude Simard. Ce prêtre canadien résidant à Butare avait enregistré les preuves des massacres. Elles ont été diffusées dans l'émission de la Marche du Siècle, en septembre 1994. Environ une semaine plus tard, une dépêche annonçait sa mort. Il avait été assassiné. Il me semblait que la nouvelle concernait tout particulièrement la chaîne sur laquelle l'émission avait été diffusée. J'ai contacté par téléphone le chef du Service monde de la rédaction de FR 3, qui n'était pas au courant. Il m'a remercié et m'a dit qu'il allait consulter les dépêches. A ma connaissance, rien n'a été dit sur la chaîne.

on était à Kibuye qui aillent voir. Ils ont été affectés à une autre mission et nous ont signalé que c'était les commandos marines de Jillier, stationnés à Kirambo, qui iraient. On est donc allé les rejoindre au petit matin. On les a trouvés au camp en train de se préparer : harnachés, grenades, etc., manifestement, ils partaient à la guerre. On ne comprenait pas tellement. J'ai demandé ensuite à Eric Maisy, le JRI qui était avec moi⁶, si par hasard il n'avait pas tourné cette petite conversation avec Marin Jillier où celui-ci me disait qu'ils se préparaient parce qu'ils avaient eu vent de commandos FPR infiltrés dans la montagne, qu'il fallait aller vérifier et les débusquer éventuellement. Je regrette que la caméra n'ait pas tourné à ce moment-là. On a essayé de les suivre, mais ils nous ont semés au bout d'un quart d'heure...

On a quand même essayé de poursuivre un peu, mais on est tombé en panne et on a fait demi-tour. C'est alors qu'on a rencontré trois personnes, et qu'on a eu la confirmation que la montagne était parsemée de Tutsis réfugiés. Ce que les militaires français savaient parfaitement, puisque le colonel qui était à Kibuye nous l'avait signalé. Or, alors que leur mission première était officiellement de sauver ces gens, ce jour-là, les militaires français sont partis à la recherche de prétendus commandos FPR infiltrés. Autour de notre petite équipe, petit à petit les gens sortaient de partout. Ils nous ont fait visiter la montagne avec les cadavres et nous ont parlé des commandos punitifs organisés tous les jours à l'instigation du maire du village. Petit à petit les gens s'agglutinaient autour de nous, il y avait des enfants aux crânes défoncés... Nous redoutions l'arrivée d'un commando punitif. On leur a alors conseillé d'aller se jeter sous les roues des militaires français lorsqu'ils repasseraient. En fait les militaires se sont arrêtés, non pas parce que ces gens se sont jetés sous leurs roues, mais parce qu'il y avait de nouveaux massacres. *A priori*, ce n'était pas leur objet. Je le dis à la fin du sujet sur des images où on voit les militaires en train de partir dans la

6. A cette occasion, Philippe Boisserie a également insisté au cours de notre conversation sur le travail d'équipe, « une notion importante pour la qualité du travail », en soulignant la très grande complicité qu'il avait eue, précisément, avec Eric Maisy.

montagne. Si on avait filmé le commandant nous disant ce qu'ils allaient faire avec les soldats en train de se harnacher, de se préparer comme s'ils allaient à la guerre... là, c'est l'image qui l'aurait prouvé, pas mon texte. Une chose dont les gens n'ont pas forcément conscience quand ils regardent le sujet à l'arrivée. C'est pour cela qu'il est de notre responsabilité d'expliquer ce qu'on fait. Et aussi pour répondre aux critiques, car c'est vrai que parfois l'on passe à côté...

En avril, on s'est peut-être un peu fait embarquer par les militaires et on n'avait peut-être pas tant de pouvoir que cela de contrer cette proximité. Pour Turquoise, on n'est peut-être pas tombé complètement dans le panneau. Turquoise ne servait pas à grand-chose. Si on reste sur le plan strictement humanitaire, environ vingt mille personnes ont été sauvées par cette opération, alors qu'il y en a eu au moins cinq cent mille massacrées. Turquoise venait bien trop tard.

D. B. – Ce trop tard qui faisait se poser la question du véritable objectif de l'opération...

P. B. – Et qui pour nous doit nous faire poser la question de ce qui, dans notre travail, aurait permis de faire en sorte que ce ne soit pas trop tard...

Paris, 9 février-10 mars 1995

Philippe BOISSERIE
Danielle BIRCK

Jean-François Bayart *
Gustave Massiah **

LA FRANCE AU RWANDA

ENTRETIEN

A propos de la politique de la France au Rwanda, nous pourrions d'abord envisager les mécanismes de prise de décision. Qui décide en dernière instance? Quelles informations parviennent aux décideurs, qu'en retiennent-ils?

Bayart. La politique rwandaise a porté très directement la marque du président de la République. En effet, ce qui me semble essentiel, dans la crise du Rwanda, à partir de 1990, c'est la primauté du chef de l'État. Il y a beaucoup de témoignages précis de personnes qui ont participé à des conseils interministériels ou à des cellules de crise. Ces témoins soulignent qu'à plusieurs phases du processus c'est la volonté présidentielle qui l'a emporté et souvent contre l'avis des conseillers.

Une fois ce fait souligné, on peut naturellement s'interroger sur le type d'informations dont dispose le président de la République, et d'autre part sur l'autonomisation éventuelle d'acteurs, soit dans la manipulation d'informations apportées sur le bureau du chef de l'État, soit dans l'action.

* Jean-François Bayart, directeur de recherches au CNRS, Centre d'études et de recherches internationales. Auteur de *La politique africaine de François Mitterrand*, Karthala, 1984 et de *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Fayard, 1989.

** Gustave Massiah, CEDETIM (Centre d'Études et d'Initiatives de Solidarité Internationale).